

Bulletin d'histoire politique

La pénurie d'officiers francophones dans l'armée canadienne aux deux guerres mondiales

Desmond Morton



Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063476ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063476ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morton, D. (1995). La pénurie d'officiers francophones dans l'armée canadienne aux deux guerres mondiales. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 100–105. <https://doi.org/10.7202/1063476ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA PÉNURIE D'OFFICIERS FRANCOPHONES DANS L'ARMÉE CANADIENNE AUX DEUX GUERRES MONDIALES

Desmond Morton

Institut des études canadiennes, Université McGill

A première vue, le problème des officiers francophones dans l'armée canadienne lors des deux guerres mondiales n'est ni un mystère ni difficile à résoudre.

En 1918, après quatre années de guerre, seul le colonel Thomas Tremblay avait atteint le grade de brigadier-général dans le Corps expéditionnaire canadien en France où il commandait une brigade anglophone. En 1944, après cinq ans de guerre, il n'y avait pas un seul francophone ayant atteint le grade de major-général ou un grade plus élevé dans l'armée d'outre-mer. On ne comptait que des brigadiers¹. Selon le journaliste Lorenzo Paré de *l'Action catholique*, l'explication n'avait rien de surprenant: les francophones étaient victimes des préjugés des «colonel Blimps» qui dominaient l'armée canadienne, même en temps de guerre. De nombreux officiers d'origine canadienne-française étaient la cible d'une conspiration anglophone qui leur niait l'occasion de s'épanouir selon leurs talents. C'était là un autre exemple de la tyrannie de la majorité dans une armée plus britannique que celle de la Grande-Bretagne.

Dans son étude sur les généraux de l'armée canadienne dans la guerre de 1939 à 1945, M. Granatstein réfère aux mêmes statistiques que Lorenzo Paré, mais son interprétation diffère. En 1944, des cinq lieutenants-généraux, il y avait un Québécois mais aucun francophone; des quarante majors-généraux, on ne comptait que cinq francophones dont trois avaient passé l'âge du service actif; un quatrième avait passé toute sa carrière dans le corps des magasins militaires et le cinquième était le major-général Paul-Emile Leclerc, au sujet duquel Paré écrit: «il ne parle guère le français, ce qui est sans doute un avantage dans sa carrière militaire»².

En 1943, dans toute l'armée, 9 des 123 officiers du grade de brigadier étaient francophones, soit 7,3 % et des 204 colonels, 9 seulement étaient des

Canadiens français. Durant la Deuxième Grande Guerre, les promotions venaient plus rapidement. Entre l'été 1943 et l'été 1944, le nombre de commandants de brigades francophones en Europe est passé de zéro à quatre. L'un d'eux, J.-A. Gauvreau, a été blessé dans la bataille de l'Escaut³. Ce nombre est proportionnel à celui des soldats francophones dans l'armée d'outre-mer, mais faible si on le compare au nombre de soldats dans toute l'armée⁴.

L'absence de francophones dans la hiérarchie militaire durant les deux guerres mondiales est un fait vérifiable. Pourquoi? Il est facile d'accepter l'explication de Lorenzo Paré, mais le plus clair est-il toujours le plus vrai? Si, effectivement, il y avait eu conspiration, peut-on, après cinquante ans, en retracer les témoignages? Il est également évident que la présence de soldats canadiens-français dans les rangs du corps expéditionnaire était importante, aussi bien à Londres qu'à Ottawa, aussi bien en 1914 qu'en 1939.

En temps de guerre, il est très difficile pour les forces militaires de solutionner les problèmes créés en temps de paix. Si l'armée canadienne manquait d'officiers francophones dans les grades supérieurs, elle en manquait aussi durant les années d'avant-guerre. Deux aspects de l'institution créée par Sir George-Etienne Cartier, en 1868, nuisaient à la participation francophone: le volontariat et le professionnalisme. Malgré les plaintes de plusieurs de ses officiers, surtout ceux du Québec, Cartier insista pour que la participation dans la milice canadienne soit volontaire. Avec les sommes pitoyables que le gouvernement fédéral versait aux régiments, la milice aurait crêvé de faim sans les contributions bénévoles de ses officiers, qui ne pouvaient espérer beaucoup plus en retour que de voir leur statut social rehaussé, et cela davantage à Toronto ou à Vancouver que dans la communauté francophone de Montréal ou de Saint-Hyacinthe. Quelle gloire pouvait-il bien y avoir pour un francophone de Trois-Rivières ou de Rimouski à porter la tunique rouge ou à célébrer les victoires contre les Zoulous? Les pénibles souvenirs de la conscription de 1917 expliquent aussi la faiblesse du Québec français dans la milice canadienne entre les deux guerres.

Les réformes Cardwell des années 1870 provoquèrent un professionnalisme que la milice canadienne imita, quelques décennies plus tard. Ces réformes, décrites par Preston et par Steve Harris, contribuèrent à l'efficacité de l'armée canadienne, mais à quel prix? Le modèle était britannique et la langue, anglaise. Le Royal Military College du Canada acceptait des cadets francophones, mais la langue d'usage au Collège était l'anglais. L'anglais était la langue des épreuves de qualification, des manuels d'entraî-

nement et des cours professionnels. Au Canada comme en Angleterre, ou bien on s'anglicisait ou bien on acceptait une carrière sans avancement, à moins d'avoir recours à une influence politique quelconque. Quelques Québécois, comme les généraux Tremblay et Bernatchez, ont bien réussi dans l'univers anglophone du RMC. Le général Allard a perfectionné son anglais durant l'année qu'il a passée à Kitchener pendant sa jeunesse. Comme d'autres institutions fédérales, la milice et l'armée canadienne de l'avant-guerre étaient peu accueillantes pour les francophones.

En 1920, le gouvernement fonda le Royal 22^e Régiment de la force permanente pour répondre aux difficultés rencontrées lors de la guerre de 1914–1918. Cependant, seulement deux officiers du régiment réussirent à terminer leur entraînement supérieur au Collège d'état-major à Camberley. En 1939, seulement 10 % des officiers de la force permanente, soit 47, parlaient français, et leur représentation dans les rangs des officiers supérieurs était aussi faible qu'en 1914.

Malgré la tradition anti-militaire et anti-impériale des Canadiens français, le recrutement des unités francophones au début de la guerre, en 1939, dépassait toutes les prédictions. Le Régiment de Maisonneuve fut parmi les premiers bataillons de tout le Canada à remplir ses rangs; seul le Seaforth Highlanders de Vancouver a réussi à faire mieux. Les autorités militaires canadiennes proposèrent un contingent expéditionnaire de deux divisions. Parmi les six brigades qui les composent, l'une d'elles, soit la 5^e devait être formée de bataillons francophones. Le conseil des ministres accepta l'argument qu'un contingent plus modeste n'aurait pas de place pour une brigade francophone. Pourtant, quand la division partit pour l'Angleterre à la fin de 1939, on retira les «Vandoos» de la 5^e brigade pour les remplacer temporairement par le Black Watch de Montréal. En 1940, les Fusiliers de Mont Royal ont laissé la 5^e brigade pour aller augmenter la garnison d'Islande, et un autre bataillon, le Régiment de la Chaudière, manqua de recrues.

En 1941, le petit nombre d'officiers francophones qualifiés pour l'état-major empêcha le brigadier Leclerc de former une brigade entièrement francophone. Pouvait-on demander au haut commandement d'accepter des officiers moins compétents ou moins instruits? Non, rétorquèrent Leclerc et son général de division, car le risque à la vie et à la réputation militaire des soldats francophones n'était pas acceptable. Seul le Régiment de Maisonneuve resta dans la 5^e brigade; les FMR passèrent à la 6^e brigade. Les officiers anglophones y ont vu un avantage pour l'unité pancanadienne, et je cite le général McNaughton:

Men from the prairies would be working daily with French-speaking Canadians from Quebec. The result would be a contribution of great national value to the future life of the Dominion.

Acceptons, comme l'a fait le général Allard, que la petite armée canadienne avec ses quelques centaines d'officiers avait assez de problèmes au début de la guerre pour se transformer en ce qu'elle n'avait jamais été, une institution bilingue représentative des deux nations canadiennes. Pendant la guerre, un service de traduction a été créé et mis sous la direction du colonel Chaballe. Commence alors la traduction systématique mais lente des règlements et des manuels militaires. Les politiciens et les généraux francophones se sont inscrits aux universités du Québec pour encourager les étudiants à se rallier aux contingents du Corps d'entraînement d'officiers canadiens (CEOC). Une école pour la formation des officiers francophones a été fondée à Saint-Jérôme. En février 1944, il y avait dans l'armée canadienne 4 090 officiers francophones dont 1 339 outre-mer. L'été venu, les quatre bataillons d'infanterie en Italie et dans le nord-ouest de l'Europe ainsi que certaines autres unités francophones se sont retrouvés avec un surplus d'officiers.

Tout comme elles l'ont fait durant la Première Grande Guerre, les unités francophones ont fait croître non seulement leur réputation mais aussi celle de l'armée canadienne. Comme l'avait fait le 22^e bataillon entre l'automne 1916 et le printemps 1918, les unités francophones souffrirent durement du manque de renforts jusqu'à l'arrivée des conscrits en 1945. Durant chacune des deux guerres mondiales, ce manque de renforts a défavorisé surtout les bataillons francophones et dévalorisé, pour un certain temps, leur contribution opérationnelle. Des histoires semblables dans ce domaine sont rares, mais une étude de la 5^e brigade, par le professeur Terry Copp, ne laisse aucun doute qu'une fois initié à la bataille, le Régiment de Maisonneuve fut égal et, dans certains aspects, supérieur à d'autres bataillons. Moins connu que d'autres officiers canadiens-français, le lieutenant-colonel Julien Bibeau, a mené ses soldats dans d'impressionnants exploits. Cela peut être dit d'autres unités francophones tant au Canada qu'en Europe, où un bataillon francophone de la 13^e brigade a participé au débarquement de Kiska.

C'est en temps de paix que l'on prépare des armées. Grâce aux travaux de Serge Bernier et de Jean Pariseau, on peut suivre l'histoire de la transformation des forces canadiennes depuis 1945, en particulier sous Marcel Cadieux, ancien ministre de la Défense nationale, et sous la gouverne du général Allard qui fut, avec le ministre Paul Hellyer, l'architecte de l'uni-

fication des trois services et de leur transformation en institutions entièrement canadiennes.

Un volet de cette transformation a été la création, en 1952, du Collège militaire royal de Saint-Jean, pour lequel je conserve un intérêt particulier parce que j'y ai été moi-même officier cadet entre 1954 et 1957. En scrutant le bottin des anciens élèves officiers de ce Collège, on peut voir comment les quelques milliers de diplômés qui l'ont fréquenté ont non seulement transformé les forces armées canadiennes mais aussi contribué à l'épanouissement technique du Québec et du Canada. Depuis 1967, les forces armées comptent quatre chefs d'état-major des forces canadiennes qui sont des francophones. Depuis 1971, un règlement veut que 27 % du personnel, généraux, officiers et autres, doivent être francophones. Des unités francophones existent dans toutes les branches des services.

L'histoire ne connaît que rarement des fins heureuses. La mort met fin aux biographies.

Les guerres et les révolutions sont le destin des époques créatrices. L'histoire du Collège militaire royal à Saint-Jean n'est pas encore terminée. Sa pertinence comme institution militaire touche également le passé et l'avenir du Canada. Par deux fois, ce problème relié aux officiers francophones dans l'armée canadienne est survenu. ■ n'y aura pas de troisième fois.

Notes

1. Le grade de brigadier-général devint simplement brigadier en 1920. Naturellement, les autorités au Canada suivirent l'exemple britannique. En 1967, avec l'unification des services, on retourna aux anciens titres.
2. Ancien soldat du 22^e bataillon et commis voyageur entre les deux guerres, Leclerc jouissait d'une excellente réputation comme colonel du Régiment de Joliette. Promu brigadier et commandant de la 5^e brigade en 1940, il gagna l'approbation du major-général, Victor Odlum, de la 2^e division. Malheureusement une crise d'angine, aggravée par sa corpulence, l'obligea à abandonner son commandement. Plus tard, en tant que major-général et commandant de la 7^e division en Nouvelle-Écosse
3. Le brigadier J.-P.-E. Bernatchez a pris le commandement de la 3^e brigade le 13 avril 1944. Son successeur Jean-Victor Allard, comme colonel du Royal 22^e Régiment devint commandant de la 6^e brigade après la blessure du brigadier J.-G. Gauvreau. Le brigadier G. Francoeur servit en France comme commandant du 2^e groupe de renforts.
4. Un autre, le brigadier J.-A. Leclaire, a été dégradé pour avoir, en état d'ivresse, insulté le cardinal Rodrigue Villeneuve. On ne se moquait pas de son Eminence, qui fut un allié puissant du gouvernement King et de la participation du Canada à la guerre. Quand Leclaire passa de soldat à major dans les Seaforth Highlanders et rencontra le cardinal Villeneuve à Rome en 1944, le brigadier Allard considéra cette remontée de Leclaire dans les rangs comme un affront de la part des autorités militaires aux Canadiens français qui étaient demeurés fidèles à l'Église. Cependant, il est difficile de croire qu'un

bon régiment comme les Seaforth aurait choisi un incompetent tout simplement dans le but d'insulter leurs camarades francophones. Les détails de la carrière du major Leclaire restent obscurs. Voir J.-V. Allard et Serge Bernier, *The Memoirs of General Jean-Victor Allard* (Vancouver, UBC Press, 1988), p. 99; J.L. Granatstein, *The Generals: The Canadian Army's Senior Commanders in the Second World War* (Toronto, Stoddart, 1993), 255p.